Immigration, terrorisme, sécurité : Bruxelles veut lever directement de nouveaux impôts (MàJ)

12/01/2017 à 15h40

Bruxelles demande davantage d'argent à cause de tâches supplémentaires, **en ce qui concerne les réfugiés par exemple**. À cela s'ajoute qu'avec la perspective de la sortie de l'UE de la Grande-Bretagne, le troisième plus gros contributeur net va disparaître.

Le nouveau commissaire au budget Günther Oettinger avait récemment annoncé vouloir rendre plus autonome le budget de l'UE. Il s'était référé au **travail d'un groupe d'experts réunis autour de l'ancien Premier ministre italien Mario Monti** […]

Épais de 100 pages, le dossier Monti servirait selon le journal "Handelsblatt" de base pour sept ans à la prochaine période budgétaire de l'UE qui commence en 2021. On prévoit que ce dossier sera rendu public le 17 janvier.

Actuellement les 28 États membres financent pour l'essentiel le budget de l'UE par des contributions prises sur leur budget national […]. Une part plus petite du budget de Bruxelles provient en outre des droits de douane et de la TVA. **Monti veut inverser le rapport et financer l'UE en grande partie directement par des impôts et des taxes**. […]

Die Welt

Günther Oettinger, qui est depuis le début de l'année commissaire au budget de l'UE, a des plans ambitieux : Il veut "modifier de fond en comble" le financement de l'Union européenne. Le moment choisi est maintenant "idéal", a déclaré Oettinger mardi soir au Parlement européen, et il a ajouté :

“Nous avons besoin de nouvelles ressources.” De fortes dépenses supplémentaires inattendues justifient son initiative.

La crise des réfugiés engloutit des milliards, par exemple pour la Turquie ou pour l’Afrique. Le terrorisme et les guerres à proximité immédiate de l’UE gonflent les coûts de la sécurité intérieure et extérieure. Selon Oettinger, on ne pourra relever les défis que si l’UE a ses propres sources de financement. Il va déposer prochainement un projet de loi. […]

(Traduction Fdesouche)
Handelsblatt